66me Année — 3me Série — N° 13 | Le Numéro quotidien : DIX CENTIMES en France — Etranger : VINGT CENTIMES | Mardi 13 Janvier 1920 ★

Gaston CALMETTE
Directeur (1902-1914)
RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, Rue Drouot, Paris (9e Arr.)
M. ALFRED CAPUS
Rédaction en Chef
M. ROBERT DE FLERS
POUR LA PUBLICITÉ
S'ADRESSER AUX BUREAUX DES RÉCLAMES
Sucursale 26, rue Drouot, à l'hôtel du FIGARO
Les Annonces et Réclames sont également reçues à la Société des Annonces, 8, place de la Bourse

LE FIGARO

« Loué par ceux-ci, blâmé par ceux-là, me moquant des sots, bravant les méchants, je me presse de rire de tout... de peur d'être obligé d'en pleurer. » (BEAUMARCHAIS.)

H. DE VILLEMESSANT
Fondateur
RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, Rue Drouot, Paris (9e Arr.)
TÉLÉPHONE, Trois lignes : Gutenberg 02-46 — 02-47 — 02-49
Secrétariat Général : M. HENRI VONOVEN

Abonnements :	TROIS MOIS	SIX MOIS	UN AN
Paris, Départements et Colonies françaises	9 »	18 »	34 »
Étranger — Union postale	18 60	36 »	70 »

On s'abonne dans tous les bureaux de poste de France et d'Algérie

Le dernier des Empires

Des quatre grands empires le premier, mi-allié mi-neutre, qui a brusquement combattu pour nous, s'est écroulé. La barbarie règne dans l'immense Russie, et trente-cinq millions d'êtres humains, presque la population de la France, suivant de récentes et effroyables nouvelles, auraient péri, beaucoup moins par les blessures que par la misère, la maladie et la faim.

Des trois autres, qui furent nos ennemis, un seul existe encore, au moins de nom, car l'Allemagne impériale est morte et la paix qui vient d'être signée assure pour nous, j'en garde la ferme confiance, la sécurité de l'avenir.

L'empire d'Autriche est démembré, et de puissantes nations, déjà agissantes et prospères, comme les Tchéco-Slovaques, s'élèvent sur ses ruines. La Serbie a reconquis des domaines légitimes et devra aisément obtenir des débouchés sur la côte dalmate, tout en ménageant les intérêts et respectant les droits anciens de l'Italie.

La Roumanie devient la Grande Roumanie. Il y a quelques jours, M. Vaida Voïevod, président du Conseil, lui décernait ce titre ; et la scène qui eut lieu devant le Parlement roumain dut être bien belle et émouvante. Les députés des pays conquis amenèrent les uns après les autres à la tribune, déclarer que librement nous, sûrs d'obtenir un traitement équitable pour leurs peuples, un respect égal pour leurs diverses religions, ils se conduiraient en fidèles citoyens de la nouvelle patrie.

« En ce qui concerne l'union de la Bukovine avec la Grande Roumanie, dit un député ukranien, nous sommes aujourd'hui satisfaits, mais recommandés. »

« Slovaques de Seghes et de Ciaba, ayant appartenu à la Hongrie, déclare le député Brabowski, conformément au droit de libre-détermination des peuples, nous avons voulu être vos concitoyens : Vive la Grande Roumanie ! »

M. Jeliński, député de Maramouresh en Transylvanie, parla ainsi :

« Pour la première fois depuis son existence, le peuple ruthène de Maramouresh peut exprimer librement sa volonté dans les élections. Je prie le parlement et le gouvernement de faire appel à ceux qui, de droit, les démarches nécessaires pour obtenir notre rattachement définitif à la Grande Roumanie. »

Enfin, M. Cristescu, de Bessarabie, Yanko Mélikshon, déclare : « Quand je suis parti de là-bas, on m'a dit : « Maître Yanko, vous monterez, à Bucarest, à la tribune, et vous obtiendrez justice et bonté pour tout le peuple ; aussi bien pour celui des minorités... » Je puis vous promettre d'être citoyen de la Roumanie « vernipodani », comme disent les Russes, c'est-à-dire toujours ami de la justice. »

Le discours du président du Conseil, patriotique, libéral, avait soulevé ces belles manifestations, répétées, nous disent les comptes rendus, au milieu des ovations unanimes de la Chambre. Lui-même homme d'Etat roumain se félicitait du voisinage et de l'amitié de la Pologne, et témoignait son attachement aux grands alliés, qui ont aussi transformé l'Europe centrale. La Roumanie avait jamais douté d'eux, même dans les durs moments de la défection russe.

***

Ainsi donc se règle la succession de l'Autriche, et trois empires ont disparu. Arrive au quatrième. Le seul qui eut gardé son nom et qui subsiste encore : l'empire ottoman. Le Sultan est encore installé dans sa capitale. Il vient de procéder à des élections faites tout au profit des Jeunes-Turcs. Mustafa Kemal propose son drapeau dans l'Asie Mineure, et, une fois de plus, menace des vengeances répressives les Arméniens.

Qu'a donc le Sultan pour mériter des Alliés cette faveur ? Abdul-Hamid avait indigné l'Europe par ses crimes. La conspiration des Jeunes-Turcs eut un double objet : se débarrasser d'Abdul-Hamid, mais surtout livrer l'empire aux Allemands. Envoyer Talaat, Djavad-Sont des agents allemands. Si l'on en doutait, que l'on relise bien les récits si curieux de M. Morgenthau, ambassadeur d'Amérique. Quand le général Liman von Sanders vint organiser une énorme armée, trop lourde pour la population et les finances de la Turquie, cet officier instructeur, réclama Smyrne, une place dans les conférences ottomanes, qui lui assurait l'égal de Wangenheim, l'ambassadeur. En vain, le comte Pallavicini, ambassadeur autrichien, sonna de cette prétention. Liman von Sanders se déclara, à la tête de l'armée unique, le représentant de l'empereur Guillaume.

Cela dut, au temps de préparatifs. Quand la guerre éclate, le *Goeben* et le *Breslau* sortent de Messine et arrivent aux Dardanelles, bien étendu officiellement aux Turcs. Par les soins de Wangenheim et la complaisance du Sultan, ils sont devenus des navires turcs. *Sultan Selim* et *Medjidi*, à façon douteuse, très Goméliot, de Dumas disait : « de la bande, carrés. Officiers et marins se déguisent. Mais quelques jours après, ils ne résistent pas à jouer une bonne farce allemande. Le *Medjidi* se place dans le Bosphore, en envoie dire à l'ambassade de France. Il ne peut, dit-il, se rendre à Sébastopol pour les fez tomber de leurs têtes, les casques à pointe partir, ainsi que des couleurs noires et jaunes et du drapeau, de leurs mâts, élevés, disent des *Deutschland über alles*. Une heure après, tout était rentré dans l'ordre, dans un ordre allemand.

La même journée, M. Morgenthau assistait à la scène suivante : Enver pacha, homme de petite taille et d'aspect délicat, annonçait, sans cacher son joie, la prise de Bruxelles à un diplomate belge de carrure athlétique. « Je vous annonce une autre nouvelle, dit le Belge, en abaissant le regard sur l'épaule d'Enver : c'est la conquête de Constantinople par les Allemands ».

***

Telle fut la Turquie jusqu'au dernier jour de la grande guerre. Et cependant le Sultan est toujours à Constantinople et occupe son palais d'Yildiz, comme au temps où il livrait à Liman von Sanders son armée, et donnait des noms turcs à la flotte allemande.

Les Alliés, Français et Anglais, occupent la Syrie, la Cilicie, la Mésopotamie ; les Italiens, Adalia ; les Grecs, Smyrne, Aïdin et les îles. D'autre part, une république hellénique du Pont s'est créée autour de Trébizonde. Une autre, arménienne, s'est constituée avec Erivan pour capitale, et repousse vigoureusement ses agresseurs. Les Kurdes, dans le pays de Diarbékir, étaient depuis longtemps indépendants et ne regardaient le Sultan que comme un suzerain très lointain.

Qu'est devenu l'empire ottoman ? Et dans ces conditions, quelle raison peut pousser les Alliés à oublier leurs trop justes rancunes et à maintenir le Sultan à Constantinople ?

M. Lloyd George a dit : « Nous ne voulons plus de ce mauvais portier des Dardanelles. » Voudrons-nous, nous Français, le garder ? La barrière a aussi été forcée pour nous, et nos vaisseaux aussi maltraités que ceux des Anglais par les centaines de canons qui armaient les forts des Dardanelles, canons fournis par l'Allemagne, suivant M. Morgenthau.

Laissons régner le Sultan, a-t-on dit, en qualité de chef spirituel. Mais croit-on que l'Islam ait jamais vénéré une puissance purement morale ? Le Calife était, le sabre à la main, protecteur du monde musulman. D'ailleurs, celui-ci est un usurpateur. Le sultan Selim avait forcé l'abdication du dernier Abasside. Le monde musulman ne sera pas ému de voir Constantinople ville libre, avec le petit territoire qui s'étend jusqu'à la ligne d'Enos à Midia, et la rive asiatique des Dardanelles.

Et *il ne s'étonnera pas* de voir le sultan des Turcs repasser le détroit et rentrer dans l'Anatolie.

Les vilayets de Brousse, Castamouni, Angora, Konieh, *une partie d'Aïdin* — une partie de Sivas, forment encore un vaste et fertile royaume d'environ 384,000 kilomètres carrés, avec 4,000,000 d'habitants, et des sorties sur la mer Noire, sur la mer Egée, la Méditerranée, entre l'Etat grec et la colonie italienne.

Si les Alliés maintiennent l'empire ottoman, si les valis et les mutessarifs réparaissent sans les provinces, si des proclamations respectifs sont simplement créés au profit des Alliés, il n'y aura de liberté pour personne.

Comment une telle pensée a-t-elle pu naître ? On a parlé de vague de paresse chez les travailleurs après la guerre. Une lassitude semblable se produirait-elle chez les diplomates après de trop longues négociations ?

Au contraire, les membres du Conseil suprême comprendront qu'ils ont devant eux des nations toutes prêtes à vivre, comme il en est sorti des décombres de l'empire autrichien : nations grecque, arménienne, libanaise, syrienne ; nations dont les vœux accélèrent le nom et le bienfait des Alliés, et dont la reconnaissance leur sera fidèle.

La belle scène qui vient d'avoir lieu devant le Parlement roumain se reproduira sur un plus grand théâtre. Constantinople délivrée des intrigues des Allemands sera défendue plus aisément contre les bolchevistes. Et l'histoire ne verra pas survivre, à la ruine des autres empires, le fantôme lugubre de l'empire ottoman.

Denys Cochin,
de l'Académie française.

Autour des traités

Les relations diplomatiques franco-allemandes

Nous avons, dès samedi, annoncé que l'ambassadeur d'Espagne à Berlin allait notifier au gouvernement allemand la reprise des relations diplomatiques entre la France et l'Allemagne. Cette notification a eu lieu avant-hier. Ainsi que nous l'avons annoncé également, M. de Marcilly, chargé d'affaires, partira samedi pour reprendre son poste.

Le gouvernement allemand n'a pas encore avisé la France de la nomination de M. von Lersner au titre de chargé d'affaires, ni annoncé l'envoi d'un autre représentant. M. von Lersner reste donc provisoirement à Paris pour l'expédition des affaires courantes.

C'est la paix.

Le *Journal officiel* publie ce matin la loi portant ouverture au ministère des Affaires étrangères d'un crédit de un million de francs pour rachat et aménagement partiel d'un immeuble destiné aux services de l'ambassade de la République à Berlin.

Fiume et l'Adriatique

MM. Clemenceau, Lloyd George et Nitti se sont réunis hier matin. Il ont entendu M. Trumbich, qui a longuement exposé la thèse serbe et montré les lieux très forts existant entre les différentes parties du royaume yougo-slave.

Une nouvelle séance a été tenue dans l'après-midi par les trois chefs de gouvernement.

Les négociations ne paraissent pas encore assez avancées pour qu'il soit permis de se livrer à aucun pronostic touchant la solution des délicats problèmes actuellement à l'étude. On marche, en général, à la chasse est bien certaine. Mais dans quelle mesure cet accord obligera-t-il les Yougo-Slaves à consentir les sacrifices nécessaires ? Voilà ce que l'on ne sait pas. Et il est à souhaiter que de larges compensations atténuent l'étendue de ces sacrifices.

La Société des Nations

Le Conseil exécutif de la Société des Nations se réunira pour la première fois le vendredi 16 janvier au ministère des affaires étrangères.

La France y sera représentée par M. Léon Bourgeois ; la Grande-Bretagne, par lord Curzon ; l'Italie, par M. Scialoja ; la Belgique, par M. Hymans. M. Quinones de Leon représentera l'Espagne ; M. Venizelos (en l'absence de M. Politis), la Grèce ; le vicomte Chinda, le Japon. Le Brésil délègue son ambassadeur à Paris ; le Portugal, M. Alphonso Costa.

ÉCHOS

L'embarras du statisticien.

En groupant *par opinions*, ou nuances d'opinions, les candidats élus hier, les journaux ont été fort embarrassés. Où placer M. Poincaré, qui n'est, par définition, l'homme d'aucun groupe ?

Le statisticien officieux de la nuit du dimanche fit de l'élu de la Meuse, de lui tout seul, un parti et dressa ainsi ses colonnes :

	Sortants	Nouveaux
Président de la République	—	1
Conservateurs	7	11
Républicains libéraux	4	9

Sans doute eût-il un moment l'envie de faire remarquer que *nouveau* comme sénateur, ce « un » était *sortant* comme Président. Mais rien ne traduisit dans son tableau cette observation.

La Société d'encouragement avait adressé au Conseil municipal une demande de relèvement du prix des entrées au pavillon de Longchamp.

Sur un rapport de M. L. Ronsselin, au nom de la Commission, l'administration vient d'être autorisée à s'entendre avec la Société d'encouragement à ce sujet. Le prix serait de 10 francs (au lieu de 8 francs).

Selon toutes probabilités, la même mesure serait envisagée pour d'autres hippodromes.

La question sociale.

On nous écrit d'Arcachon :

Les marins des chalutiers sont en grève dans divers ports de l'Atlantique et notamment chez nous. Ils veulent une augmentation des salaires et cependant ils arrivent à gagner jusqu'à 700 francs par mois avec la part de pêche. L'ordre de grève vient du syndicat (C. G. T.), il faut donc marcher. Le syndicat donne à chaque gréviste 4 francs par jour et la soupe à chaque repas. Or, j'ai vu, hier, ceci :

Deux jeunes gens, mousses, qui venaient de la distribution de soupe et qui, leur marmite à la main, entraient chez un pâtissier, et se mirent à manger des gâteaux. J'ai fait le compte. Ils en ont mangé, à eux deux, *pour six francs !*

Sans commentaires.

L'exposition organisée aux Galeries Georges Petit par le « Nouveau Groupe » de peintres, sculpteurs, ceramistes et décorateurs, a conquis le succès dès le premier jour. Ou s'arrête devant les Guillonnet, les Lebourg, les Lebasque, les Carbowsky, les Charreton, devant le panneau d'Auburtin pour le Conseil d'Etat, devant les vitraux de Bastard et de Dunand, devant les femmes d'Algen de Dabat, devant les études de nu de Van Ryselberghe, devant les bronzes de Bouchard et les bustes de Landowski, et l'on ne peut qu'admirer.

Nous ne connaissons pas, à Paris, M. Reuben Hopkins, qui vient de recevoir, à Londres, la médaille de la Société royale humanitaire.

Mais les Londoniens connaissent bien ce philanthrope.

M. Hopkins est le gardien du pont de Westminster, auquel on a donné le surnom de « pont des suicidés ». Ce brave homme, qui assure une veille vigilante depuis de longues années, a acquis une expérience toute spéciale et un simple coup d'œil lui suffit pour connaître ceux que les chagrins poussent à la mort.

Et lorsque le gardien estime se trouver en présence d'un désespéré, il s'approche de lui, discrètement, entame gracieusement la conversation, le réconforte, le dissuade de donner suite à son projet funeste.

M. Hopkins a sauvé ainsi de nombreuses existences. Et il se plaisait à le rappeler, avec une philosophie mélancolique, aux journalistes qui avaient, ces jours-ci, l'honneur de l'interviewer.

Le Masque de Fer.

EN BELGIQUE

Grève des postes

La grève des postiers, décidée la semaine dernière, a amené la suspension du service postal entre la Belgique et la France. Le service est aussi interrompu à l'intérieur de la Belgique.

Le mouvement gréviste qui paraissait devoir être très étendu, n'a pas réussi. Seulement les employés des travaux publics, les services de navigation intérieure ont, en plusieurs endroits, quitté le travail.

AUTOUR DE LA POLITIQUE

M. Poincaré sénateur

Le Président de la République a adressé aux électeurs de la Meuse la lettre suivante :

Mes chers compatriotes,

Je suis profondément ému du témoignage de fidèle affection que vous m'avez si spontanément donné.

Au terme prochain de la magistrature que m'a confiée l'Assemblée nationale, je serai fier de représenter de nouveau les patriotiques populations meusiennes, dont les unes ont été, pendant quatre ans, victimes de l'invasion, dont les autres ont eu leurs foyers détruits par les combats, et qui toutes ont supporté avec le plus noble courage des sacrifices inouïs.

De mon mieux, je travaillerai avec elles à la renaissance de notre malheureux pays. Elles pouvaient compter sur mon dévouement absolu.

Raymond POINCARÉ.

Cette lettre de remerciements indique évidemment que M. Raymond Poincaré accepte le siège qu'avec un enthousiasme spontané les délégués sénatoriaux de la Meuse lui ont donné.

Cela met donc fin aux controverses qui pouvaient s'engager sur le point de savoir si, constitutionnellement, le Président de la République en exercice était tenu d'opter entre la haute magistrature dont il est investi et le siège de sénateur qui lui est attribué.

Nous avions, hier, indiqué deux hypothèses : c'est la seconde qui reste valide. A savoir que le Sénat ne se prononcera sur la validité de l'élection de M. Poincaré qu'au moment précis où il transmettra ses pouvoirs à son successeur, c'est-à-dire le 17 février.

A ce moment, M. Poincaré, dont l'élection sera régulièrement validée, redevient le sénateur et pourra suivre, avec l'autorité que lui confère sa valeur personnelle et les hautes fonctions qu'il a occupées, les affaires publiques.

On se demande en ce moment dans les milieux politiques si M. Raymond Poincaré, ayant recouvré sa liberté, accepterait de faire partie d'une combinaison ministérielle. Les uns affirment qu'il y est disposé, les autres qu'il se réservera pendant quelque temps.

M. Poincaré n'a fait de confidences à personne, mais ses amis les plus directs disaient que, revenu au Sénat, il s'occuperait des intérêts de son département, si étrillé par l'ennemi pendant la guerre, et qui y consacrera tous son activité.

Plus tard, et dans des circonstances nouvelles s'il y a lieu, et si l'on fait appel à son dévouement et à son expérience, il pourrait alors assumer la charge du gouvernement.

Pour l'instant, M. Poincaré, soucieux de ne pas créer de précédents, exercera, jusqu'au terme de son mandat, la haute magistrature qu'il remplit avec tant d'éclat et de dévouement à son pays.

Auguste Avril.

A la présidence du Conseil

M. Clemenceau, président du Conseil, a reçu, hier, à la fin de l'après-midi, M. Alexandre Millerand, avec lequel il s'est longuement entretenu.

C'est depuis quelques jours la quatrième entrevue qu'ont ensemble le président du Conseil et le commissaire général de la République en Alsace et Lorraine.

Les derniers résultats

Voici les derniers résultats des élections sénatoriales de dimanche parvenus hier au ministère de l'Intérieur.

Ont été élus au 2e tour :

MOSELLE : M. Stulil, prog.

VIENNE : MM. Morinet, cons.; Leroux, s.-s. c., et de Lavrignais, a. d. c.

Ont été élus au 3e tour :

DRÔME : MM. Perdrix, rad. soc., et Perdrix, rad.

INDRE : MM. Leglos, rad., et Cosnier, rad. soc.

MOSELLE : M. Bompard, prog., et M. de Marguerie, prog.

OISE : MM. Rabaud, prog., et Delpierre, député, rad.

SAVOIE : MM. Mollard, rép. g. et Machet, rad. soc.

VAUCLUSE : M. Serre, rad. soc.

Statistique

Selon la statistique d'hier soir, les 210 nouveaux sénateurs se répartissent de 28 conservateurs, 24 progressistes, 61 républicains de gauche, 104 radicaux et radicaux-socialistes, 5 socialistes et 2 unifiés.

Les conservateurs gagnent 1 siège ; les progressistes, 2 ; les républicains de gauche, 16 ; les socialistes, 4 ; les unifiés, 2. Tous les sièges que perdent les radicaux socialistes.

En Alsace et Lorraine, les 14 sièges nouveaux sont attribués à 7 progressistes et à 7 républicains de gauche.

La rentrée du Sénat

La séance de rentrée du Sénat sera présidée par M. Denis, sénateur de la Mayenne.

Les plus jeunes membres de la Haute Assemblée, qui seront secrétaires d'âge, sont : MM. Donon (Loire), Besnard (Loire-et-Loire), Paul Dupuy (Hautes-Pyrénées), de Lubersac (Aisne), Carrère (Lot-et-Garonne), François Albert (Yonne).

Aussitôt après les validations d'élections, le Sénat procédera vraisemblablement, aujourd'hui même, à l'élection de son bureau définitif.

La rentrée de la Chambre

La Chambre se réunira en session ordinaire aujourd'hui, deuxième mardi de janvier, conformément à la Constitution.

Dans cette première séance, que présidera M. Jules Siegfried, député de la Seine-Inférieure, assisté des huit plus jeunes membres de l'Assemblée, faisant fonctions de secrétaires, la Chambre procédera à son bureau.

Peut-être sera-t-on surpris de ce renouvellement, venant quelques semaines seulement après l'élection de M. Paul Deschanel et de ses collègues du bureau de la Chambre.

Rien cependant n'est plus régulier. Chaque année, la Chambre, au début de sa session ordinaire, doit procéder à la désignation de son président, nommé pour un an.

Si dans le cours de la session des élections législatives ont eu lieu, la nouvelle Chambre, d'autre part, élit son nouveau bureau. Ces élections législatives avaient eu lieu, jusqu'à présent, aux mois d'avril ou de mai.

Cette fois, en raison de la nécessité où le corps électoral s'est trouvé de renouveler ou de prendre des mandats des différents organes de la représentation nationale, les élections législatives n'ont pu être faites qu'au mois de novembre. Mais les deux assemblées — Sénat et Chambre — devaient avoir un bureau qui fût élu, si l'on peut employer cette expression, jusqu'à fin courant.

Il est hors de doute, d'ailleurs, que la Chambre, aujourd'hui, se bornera à confirmer son vote du mois de décembre.

Puis elle fixera son ordre du jour. Parmi les questions dont la discussion ne saurait être retardée, signalons l'examen des conclusions du 6e bureau sur les élections, dans le 3e secteur de Paris, de MM. Painlevé et Buisson.

Avant le Congrès

Une première conférence a eu lieu hier, à Versailles, en vue de l'organisation matérielle du Congrès du 17 janvier et de la fixation des mesures à prendre pour assurer l'ordre autour du Palais, pendant la réunion de l'Assemblée nationale.

LES CONSEILS GÉNÉRAUX

Une allocution de M. Klotz

Au président du Conseil général de la Somme, M. Klotz, ministre des finances, a prononcé un allocution dans laquelle, après avoir remercié ses collègues de l'honneur fait par eux « à un collaborateur du grand citoyen Georges Clemenceau, dont l'énergique vigilance a assuré la victoire de la France et prépare la paix du monde », il s'est exprimé ainsi, parlant de l'œuvre qui s'impose aux membres des assemblées :

« Y a-t-il jamais eu œuvre plus formidable à accomplir dans tous les ordres, dans tous les domaines ? S'il importe de restaurer l'équilibre budgétaire — tâche dominée du gouvernement actuel — d'assurer la complète exécution du traité de paix, les efforts accomplis seraient vains si notre production restait stationnaire, si les transports n'étaient pas améliorés ; une collaboration étroite des pouvoirs publics est indispensable dans ce but ; j'ai la conviction que chacun saura faire son devoir.

Un discours de M. Barthou

Prenant possession de la présidence, au Conseil général des Basses-Pyrénées, M. Barthou a déclaré regretter que les garanties du traité de paix n'aient pas détruit l'unité allemande. Il espère que l'Entente sera assez énergique pour que le péril militaire allemand ne reapparaisse pas et pour garantir la sécurité de la France et la tranquillité et la paix de l'Europe.

Parlant de la crise économique actuelle, M. Barthou a dit que le gouvernement devra dire au pays toute la vérité en ce qui concerne les difficultés relatives au problème fiscal et au problème de la vie chère :

La France, qui a montré tant d'héroïsme, acceptera les sacrifices qui lui seront demandés dans l'intérêt national, lequel implique l'égalité de tous les citoyens dans la contribution fiscale. Si le problème de la vie chère n'était pas abordé résolument par un examen complet de la situation, il pourrait devenir un redoutable problème social. Le mot d'ordre de la nation doit être : « Au travail ! »

Clemenceau et Poincaré

En prenant possession de la présidence du Conseil général du Morbihan, M. Louis Nail, garde des sceaux, a prononcé une allocution dont voici la fin :

On a dit que la France avait ce bonheur de rencontrer, dans les phases critiques, les hommes qui pouvaient le mieux la conduire. Hommage à la merveilleuse fécondité de notre race, soit. Hommage justifié en tous cas, par la période grandiose et tragique ouverte en 1914 ! A côté de nom de M. Clemenceau s'inscrit celui du Président Poincaré, arrivé au terme d'un septennat noblement rempli, et prêt lui aussi à donner au pays, dans de nouvelles fonctions, l'autorité de sa haute et si complète personnalité.

Le rôle de l'un et de l'autre apparaîtra plus en plus considérable à mesure que le temps avancera. Pour l'instant, et en terminant, je m'incline respectueusement, au nom du Conseil général, devant ces deux grands citoyens ; et, en parlant en témoin qui a partagé les hommes à la gravité des difficultés à vaincre, j'exprime le souhait que nous puissions, en bénéficier longtemps des services, que leur valeur et le prestige de leur nom leur permettent de rendre à la République.

EN ALLEMAGNE

Après la ratification

La presse allemande s'assagit un peu. La *Gazette de Voss* écrit :

« Le respect de la parole donnée est la première chose que le peuple allemand se doit à lui-même. L'emploi maximum du travail créateur dans tous les domaines est le moyen de gagner au peuple allemand, avec l'équilibre intérieur, l'esprit hostile des autres peuples.

La *Germania*, organe du centre, ne reconnaît pas le détachement de populations allemandes de l'Empire dans les territoires cédés.

Mais, écrit-elle, nous voulons, quoique convaincus de l'injustice commise à notre égard, faire notre possible pour remplir nos obligations, non parce que nous reconnaissons la justice du traité, mais parce que nous savons qu'une paix durable ne peut être assurée dans le monde d'aucune autre manière.

La *Freiheit*, organe des indépendants déclare que refuser de signer le traité, ce ne serait une folie criminelle. Elle admet la livraison des coupables et regrette la perte de compatriotes allemands dans les territoires cédés, mais insiste surtout sur les charges économiques et financières qui sont encore illimitées.

Le journal espère que d'abord l'Angleterre, puis la France, comprendront que des demandes exagérées constituent un cercle vicieux.

EN ESPAGNE

Le repos des Journalistes

Madrid, 12 janvier.

La *Gazette officielle* publiera après-demain un décret royal concernant le repos hebdomadaire imposé à la presse et aux agences d'informations. Les décrets commencera le dimanche à midi pour se terminer le lundi à midi. Le public ne restera donc pas un jour sans journaux, puisque le dimanche il y aura une édition le matin et une autre le lundi dans la soirée.

(En Italie, le gouvernement vient d'imposer également aux journaux le repos hebdomadaire obligatoire du dimanche.

Le décret a paru dans la *Gazette officielle*.)

Intervention de l'autorité

Barcelone, 12 janvier.

Le gouverneur de Barcelone a déclaré que mercredi ou jeudi, les cafés, hôtels et bars reprendront le travail. Les conditions du travail seront fixées par le gouverneur.

Cette semaine, dit-on, il se produira un changement dans la situation parce qu'il n'est pas possible que l'autorité laisse, sans agir, s'éterniser le conflit.

Deux manifestes ouvriers viennent d'être publiés. L'un conseille de reprendre le travail sans se préoccuper des conditions. L'autre conseille la reprise du travail en faisant du sabotage. On ignore si ces documents sont authentiques.

LES NAUFRAGES

Perte du paquebot "Afrique"

Le paquebot *Afrique*, de la Compagnie des Chargeurs-Réunis, parti de Bordeaux le 9 janvier, pour Dakar, Konakry, Cotonou et le Congo avec 344 passagers a coulé dans la nuit de dimanche à lundi, après avoir tenté vainement de gagner un port ; il s'est brisé sur les Roches-Bonnes.

Le triangle formé par les Roches-Bonnes, les Barges et les Baleines se trouve à 130 kilomètres de La Rochelle les Roches-Bonnes sont les plus rapprochées de ce port, les Baleines sont, à l'extrémité ouest de l'île de Ré et les Barges à l'ouest des Sables-d'Olonne.

Le paquebot *Afrique*, peu après sa sortie de la Gironde, entra en pleine tempête. Battu par d'énormes lames, il subit de telles avaries qu'il dut virer bord après deux longues journées de lutte contre les éléments.

Le 11, il chercha à gagner le port de Cette pour se mettre à l'abri et procéder à des réparations urgentes ; mais sa marche devint si difficile qu'il lançait par T. S. F. :

Sommes en détresse, envoyez-secours.

Le paquebot *Ceylan* qui avait quitté Bordeaux 24 heures après l'*Afrique*, se porta au secours de ce dernier, lequel n'avancait plus qu'avec une machine, l'autre étant immobilisée par une avarie.

Le *Ceylan* ne put passer la remorque au navire en détresse tant la mer était démontée, il dut se contenter de le convoyer à distance.

De temps en temps, l'*Afrique* disparaissait, pourtant le *Ceylan* parvenait à naviguer quand même de conserve avec lui tout l'après-midi de dimanche.

Dans la nuit de lundi, le paquebot en détresse lançait un nouveau T. S. F. alarmant : *Avons touché les Roches-Bonnes.*

Et, peu après, un second télégramme désespéré : *Envoyez d'urgence remorqueur. Crains ne pouvoir tenir jusqu'au jour.*

En même temps, le *Ceylan* perdait de vue les signaux de l'*Afrique* et prévenait la côte.

Le *Ceylan* se mettait à la recherche de l'*Afrique* qui annonçait encore qu'il procédait à l'évacuation du bord et que cette opération était très difficile par suite de l'inclinaison du navire.

Il n'y avait plus de doute : le paquebot coulait et, par le temps épouvantable qui continuait à régner, il était de toute urgence de se mettre à la recherche des embarcations qui portaient des naufragés.

Le *Ceylan* fit appel au paquebot *Anversville*, qui avait quitté Bordeaux en même temps que lui. De son côté, la Marine envoyait les remorqueurs *Cèdre* et *Victoire*.

Pendant toute la matinée du lundi, les recherches restèrent vaines. Enfin, à midi, on aperçut une première embarcation portant onze naufragés transis par le froid et on put les hisser à bord.

A trois heures de l'après-midi, on retrouvait une seconde embarcation avec onze naufragés.

L'*Afrique* transportait, équipage et passagers compris, 365 personnes, dont 192 tirailleurs sénégalais.

Il manque donc 430 personnes.

Peu avant la tombée de la nuit, des navires sauveteurs sont aperçus jetant des radeaux, dont se jouaient les lames.

D'après les naufrages recueillis, sur